

La Pointe libertaire et le conseil d'arrondissement 6 ½ ans plus tard

Depuis l'élection de novembre 2005, la Pointe Libertaire se faisait un devoir de publier sur son site Internet un compte-rendu mensuel de ce qui se passait au conseil d'arrondissement Sud-Ouest. Les dossiers et les enjeux d'aménagement urbain touchant le quartier Pointe-Saint-Charles faisaient l'objet d'une attention spéciale. Tout sujet ou lutte importante que menaient des groupes de citoyens ou des organisations communautaires dans l'arrondissement intéressait les « reporters » de la Pointe Libertaire. Nous portions aussi une attention particulière au comportement des éluEs de l'arrondissement. Ces éluEs, parties prenantes du système politique que nous combattons, se positionnaient depuis quelques années déjà comme supports indéfectibles des promoteurs immobiliers.

Nos comptes-rendus ils étaient mélangés d'information, de prises de position et de critique. Nous n'avons jamais recherché dans nos écrits la soi-disant objectivité journalistique que prétendent assurer les médias de masse parce que nous croyons que l'information est toujours présentée avec un parti-pris quelconque.

Depuis le mois de mai 2011 nous avons mis fin à nos présences systématiques aux séances régulières du conseil d'arrondissement. L'abandon de cette présence régulière est motivé par deux raisons principales que nous voulons partager avec ceux et celles qui lisaient ces comptes-rendus.

Réévaluation de notre action

Nous considérons toujours, dans le cadre du système politique actuel, que le conseil d'arrondissement demeure un lieu important d'intervention pour les militantEs et pour les organisations qui s'intéressent à la politique locale. Nous n'allons pas aux séances du conseil ou à toute autre instance, telle une consultation publique par exemple, dans la perspective d'améliorer le fonctionnement démocratique du conseil d'arrondissement. Nous y allons plutôt dans l'idée générale de développer une critique du fonctionnement et des idées qui sont véhiculées à travers cette instance de la démocratie de représentation. Ainsi, dans notre perspective libertaire de militer pour un quartier « Pointe-Saint-Charles autogéré » ¹, les actions d'information, de critique, d'intervention aux périodes de question et même de perturbation, si cela s'avère nécessaire, font parties de notre stratégie politique globale.

Cela dit, en 5 ans des choses ont changé. Les stratégies de la Pointe Libertaire se sont précisées, le pouvoir politique à l'arrondissement a évolué, des objectifs ont été atteints. Bref, la conjoncture n'est plus la même, d'où notre volonté de réajustement.

Le rôle de l'information

Lorsque nous avons entrepris de publier des comptes-rendus mensuels, un des objectifs visés était d'informer des citoyennes, des citoyens et des militantEs communautaires sur les enjeux d'aménagement et sur les décisions des éluEs qui affectaient négativement le quartier. C'est-à-dire que nous voulions contribuer aux résistances contre l'embourgeoisement du quartier. Avant même notre action d'information mensuelle, des confrontations entre citoyenNEs et éluEs se déroulaient régulièrement au conseil d'arrondissement. Cependant, elles n'étaient pratiquement jamais mentionnées par le journal local, la Voix populaire et n'atteignaient donc presque personne d'autre que ceux et celles qui participaient aux luttes. Il faut dire que même si plusieurs militantEs communautaires se pointent régulièrement aux séances du conseil, les informations et les événements autour des enjeux politiques et sociaux ne sont pas relayés de manière aussi systématique qu'elles devraient l'être.

Nous croyons que la circulation de l'information, de l'analyse et de la critique peut aider à la sensibilisation sur les enjeux qui affectent la vie de quartier. Mais encore, nous voulions dénoncer cette sorte « d'aberration démocratique » qui est celle de laisser 5 éluEs inféodés à l'idéologie néo-libérale décider comme bon leur semble pour les 70 000 résidentEs de l'arrondissement. Nous croyons avoir montré à maintes reprises que les éluEs du Sud-Ouest, autour de l'ancienne mairesse Jacqueline Montpetit, servaient les intérêts des spéculateurs immobiliers au détriment de l'intérêt général de la population.

Mais l'accès à des informations cruciales, quelle que soit leur pertinence, est rarement suffisant pour engendrer des poussées d'indignation et de mobilisation collective. Sur quelques enjeux, notamment autour des anciens terrains du CN, des forces communautaires, citoyennes et nous-mêmes ont pu profiter de certaines informations pour accentuer la pression sur le pouvoir politique local.

Toutefois, nous avons été quelque peu déçus du peu d'intérêt qu'a suscité en général cette information régulière de la scène politique municipale accessible sur le site Internet. Un peu plus d'une centaine de visites ont été enregistrées dans le mois suivant la publication de chaque compte-rendu. En comparaison, d'autres articles publiés sur notre site web étaient visités plusieurs centaines de fois. L'intérêt pour les enjeux politiques locaux reste donc marginal malgré ses répercussions parfois très négatives qui affectent la vie du quartier et des gens.

Y a-t-il lieu de s'inquiéter de ce désintérêt ?

Globalement, la dépolitisation continue de la société atteint plus durement le niveau local compte tenu de la proximité physique des acteurs (éluEs, promoteurs et autres). Il y a lieu de s'inquiéter de cette sorte de sclérose du système politique à la mode occidentale. La baisse des taux de participation

aux élections est l'effet le plus visible de ce désintérêt apparent de la « chose politique » de la part des citoyenNEs. Nous ne nous inquiétons pas trop de cette baisse de participation électorale, mais beaucoup plus de l'absence des citoyenNEs sur le terrain politique local, là où cela affecte leur vie, et directement dans la rue.

Faire de l'action politique, de la propagande, de la mobilisation, des actions directes nécessite beaucoup de temps, d'énergie et d'enthousiasme. Le contexte de la vie quotidienne recèle de nombreux obstacles à l'action politique : l'obligation du travail et de son pendant, l'hypnotisme de la consommation et des loisirs semblent être les plus importants. Pourtant, en dessous de ce couvercle, la colère gronde. Si quelques centaines de résidentEs du quartier s'y mettaient ensemble, la politique locale acquerrait une nouvelle acuité, en nouveau tranchant.

Nous constatons que l'intérêt pour la politique (la politique locale dans notre cas) renaît si on élargit la notion de politique notamment par l'implication directe des gens sur des enjeux. La formule que nous tentons de répandre n'est pas de l'alchimie. Un mélange d'information, de propagande, de mobilisation et d'action directe est requis pour susciter l'intérêt des résidentEs à partir d'enjeux concrets touchant les conditions de vie dans le quartier. Ça aussi nous l'avons constaté en maintes occasions sur certains enjeux politiques locaux. Il va sans dire qu'au-delà de cette formule simple c'est, pour la plupart des résidentEs, le contexte général de l'organisation de la société (travail, loisir, éducation, santé, etc.) qui rend son application plutôt difficile.

Ce qui a changé

Depuis novembre 2009, le nouveau groupe d'élusEs autour du maire Benoît Dorais a modifié sensiblement le rapport entre l'arrondissement et les résidentEs. Une plus grande transparence par l'information, à travers les consultations locales, un plus grand respect envers les opinions et les citoyenNEs et une écoute plus attentive aux revendications populaires, entre autres, ont établi un climat politique local plus paisible (bien que parsemé de relations conflictuelles). Les résidentEs n'ont pas plus de pouvoir réel, mais leur influence sur les décisions des élusEs s'est légèrement accrue par rapport à ce qu'il était durant les 2 mandats électifs précédents (8 ans). Voilà la constatation que nous faisons à ce jour.

Dans ce contexte, faire sortir l'information dans le public n'apparaît plus aussi urgent dirions nous, étant donné que certains mécanismes d'information institutionnels ont recommencé à être accessibles aux résidentEs¹. Et comme

¹ Cela dit, il ne s'agit aucunement de pavoiser sur le retour à une certaine « normalité » politique dans le Sud-Ouest. Le résultat de l'élection de novembre 2009, où l'ancienne gang d'élusEs a été balayée de la carte, fut un objectif qu'avait visé la grande majorité des résidentEs qui s'étaient butés durant des années à l'ancienne gang d'élusEs. Pendant 8 ans des militantEs de groupes communautaires, plusieurs résidentEs regroupés ou pas en « comités de

notre petit groupe de militantes et militants mène plusieurs dossiers de front, les priorités d'intervention se déplacent.

Cela ne veut pas dire que la nécessité de suivre de près les éluEs n'est plus pertinente. Au contraire, si nous avions pu faire plus, nous l'aurions fait. Et si nous étions deux fois plus nombreuses et nombreux dans notre collectif nous continuerions peut-être à jouer un tel rôle. D'ailleurs, si quelqu'unE veut le faire dans l'esprit qui nous a animés, qu'il ou elle le fasse et nous pourrions peut-être le publier sur notre site Internet.

Ce que nous souhaitons

Comme nous le disions plus tôt, l'objectif pour nous n'est pas d'améliorer le fonctionnement du système politique local, mais de susciter le désir qu'il soit remplacé. Par quoi ? Par des institutions créées, contrôlées et maîtrisées directement par les résidentEs de Pointe-Saint-Charles. Cet objectif est valable pour tous les autres quartiers à Montréal. Cette idée, c'est ce que nous appelons **l'autogestion du quartier**, tiré du concept d'écologie sociale élaboré par l'écologiste étasunien Murray Bookchin.

Cette idée d'autogestion du quartier par ses résidentes et ses résidents vient en opposition fondamentale avec le système politique et économique actuel, incluant le conseil d'arrondissement Sud-Ouest. La majorité des gens le savent. Ce système de représentation élitiste et facilement manipulable profite d'abord à ceux qui ont du fric. Ici dans le Sud-Ouest, les spéculateurs et les promoteurs immobiliers font la pluie et le beau temps. Ce sont eux qui décident actuellement du « comment réaménager notre quartier », même avec la présence d'une administration politique plus ouverte aux doléances des résidentEs depuis novembre 2009.

Voilà pourquoi nous allons continuer de surveiller ce qui se passe à l'arrondissement. Nous nous en tiendrons cependant à des critiques sélectives. À partir de certaines décisions de l'arrondissement sur certains enjeux qui touchent le quartier directement ou indirectement, nous continuerons à avancer notre vision libertaire et anti-capitaliste en opposition aux orientations et aux décisions des éluEs.

La Pointe Libertaire
Juin 2011

citoyenNEs » ainsi que des libertaires ont exercé des pressions constantes sur l'arrondissement, ce qui a fini par miner la crédibilité des éluEs du Sus-Ouest. Nous croyons que la diffusion d'information, d'analyses et de propagande ainsi que les actions directes concernant les anciens terrains du CN ou le canal Lachine que nous avons réalisé ont contribué au changement du personnel politique à l'élection de novembre 2009.